

Cette négociation commerciale est difficile et complexe. Personne ne dit qu'elle se ferait sans heurt. Les différends sectoriels qui surgissent pendant les négociations ne facilitent certes pas ces négociations.

Mais, monsieur le Président, tout se résume à ceci: il n'y aura pas d'entente avec les Américains si nous ne pouvons en obtenir une qui soit bonne pour le Canada, une qui soit bonne pour l'ensemble des Canadiens.

Monsieur le Président, c'est notre responsabilité, notre responsabilité collective comme membres d'un gouvernement, la responsabilité du chef du gouvernement d'entreprendre une négociation comme celle-là, parce qu'on parle du futur, on ne parle pas seulement que de nous, on parle de nos enfants et de nos petits-enfants, on parle des années 2 000, monsieur le Président, on parle d'un pays, un pays qui veut avoir sa propre place au soleil, dans un monde concurrentiel, un monde international. C'est le genre de politiques avant-gardistes que le gouvernement a proposées aux Canadiens, propose à ses partenaires commerciaux pour s'assurer un avenir important, agréable, juste et équitable au cours des années à venir.

Au Québec, on y voit la possibilité d'assurer la modernisation de la structure industrielle. C'est pour cette raison que le secteur privé, notamment le Conseil du patronat, la Chambre de commerce, l'Association des manufacturiers canadiens, est si en faveur d'un accord commercial global avec les États-Unis.

Au nombre des secteurs manufacturiers québécois qui bénéficieraient le plus d'un accord commercial Canada—États-Unis, mentionnons une part substantielle des exportations de produits à base de ressources. On peut parler des pâtes et papiers, des produits chimiques et d'autres importantes exportations manufacturières, comme le matériel de transport en commun, les télécommunications et l'aérospatiale, qui pourraient tous bénéficier d'un meilleur accès aux marchés publics américains des biens civils et militaires. Les industries québécoises des biens d'équipement et du matériel pourraient bénéficier d'un abaissement des

tarifs douaniers américains et de l'élimination de la menace de mesures compensatrices, ce qui encouragerait encore une fois de plus l'investissement au Canada et au Québec.

Le secteur québécois des services, 70 p. 100 de l'économie provinciale, plus de deux millions d'emplois, se cherche de nouveaux débouchés. S'il reste beaucoup à faire pour déterminer les divers avantages, nombre d'entreprises de secteurs comme l'assurance-vie, la construction, le génie-conseil et les services aux entreprises ont mentionné qu'elles profiteraient d'une libéralisation du commerce.

Même si nous n'avons cité que quelques exemples, il est clair que ces avantages n'iront pas à une seule région ou à un seul secteur du Québec, mais bien à l'ensemble de notre population. De la Gaspésie à l'Abitibi, des Cantons de l'Est au Saguenay-Lac-Saint-Jean—en passant par ma circonscription, je l'espère bien—des usines et des maisons financières implantées dans des milieux urbains aux entreprises forestières, agricoles, minières et des pêches, un accès libre et garanti au grand marché de notre voisin du Sud nous permettra de bâtir le Québec et de créer les emplois dont dépend notre prospérité.

Le gouvernement conservateur s'est aussi engagé à maintenir le filet de sécurité sociale qui permet au Canada de s'adapter à l'évolution de l'économie mondiale. Un nouvel accord commercial avec les États-Unis renforcera cette adaptabilité et ouvrira les nouvelles possibilités de croissance économique qui sont en fait la meilleure politique d'ajustement économique.

En conclusion, monsieur le Président, dans ses doubles négociations commerciales, les négociations bilatérales avec notre voisin du Sud et les négociations du GATT, le gouvernement s'est fixé comme objectif de solidifier et de renforcer la base économique du Canada. Il s'engage également à gérer le changement qui est la réalité économique d'aujourd'hui, à promouvoir la production, à promouvoir l'emploi, à promouvoir le revenu qui sont à la base de notre bien-être physique, social et culturel. Le gouvernement que dirige le premier ministre travaille à bâtir un Québec et un Canada plus forts dans un monde plus fort.